



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2025/ICPE/270 portant mise en demeure  
Société EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION à Herbignac  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ainsi que son article L. 512-11 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2022/ICPE/120 du 16 mai 2022 relatif à l'exploitation de l'unité de production de produits laitiers située à Herbignac, et notamment son article 2.2.2 relatif aux valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques ;

**Vu** les résultats des analyses, réalisées par l'organisme agréé BUREAU VERITAS, des poussières émises par la tour 1 en dates du 05 septembre 2023 (91 mg/Nm<sup>3</sup>) et du 04 mars 2024 (61,1 mg/Nm<sup>3</sup>) ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 15 avril 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier du 05 mai 2025 ;

**Considérant** que, lors de l'inspection réalisée le 21 mars 2025, l'inspection des installations classées a constaté la non-conformité, récurrente depuis plusieurs années, des émissions de poussières de la tour de séchage n°1 au regard de la valeur limite d'émission définie dans l'arrêté préfectoral susvisé (valeur limite de 40 mg/Nm<sup>3</sup> avant le 4 décembre 2023 et de 10 mg/Nm<sup>3</sup> après le 4 décembre 2023) ;

**Considérant** que les concentrations moyennes en poussières émises par la tour 1, déclarées par l'exploitant dans la base de données nationale GEREP, ont été de 76 mg/Nm<sup>3</sup> en 2023 et 2022 et de 45 mg/Nm<sup>3</sup> en 2021 ;

**Considérant** que, par conséquent, les non-conformités sur les concentrations en poussières sont récurrentes depuis plusieurs années ;

**Considérant** que cette situation est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION de respecter la valeur limite de concentration en poussières en sortie de la tour de séchage n°1, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,**

## ARRÊTE

**Article 1** – La société EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION, exploitant une laiterie au lieu-dit La Gassun à HERBIGNAC, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.2.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation, en respectant la valeur limite de 10 mg/Nm<sup>3</sup> pour les poussières présentes dans les rejets atmosphériques de la tour de séchage n°1 dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 18 mois, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

**Article 3** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 4** – La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours gracieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** – Le présent arrêté sera notifié à la société EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION par lettre recommandée avec accusé de réception, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie sera adressée à la maire de la commune de Herbignac.

**Article 6** – La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de Saint-Nazaire, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, la Maire de la commune de Herbignac, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Nazaire, le        - 1 AOUT 2025

LE PRÉFET,  
Pour le préfet et par délégation  
Le sous-préfet de Saint-Nazaire

  
Eric de WISPELAERE